

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT3944445

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	CHANGE OF NAME
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
UNIVERSITE MONTPELLIER 2 SCIENCES ET TECHNIQUES	01/01/2015
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
Street Address:	163 RUE AUGUSTE BROUSSONNET
City:	34090 MONTPELLIER
State/Country:	FRANCE
PROPERTY NUMBERS Total: 1	
Property Type	Number
Application Number:	13610722
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(415)393-9887
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
Phone:	415-954-0200
Email:	mary.padilla@squirepb.com
Correspondent Name:	SQUIRE PATTON BOGGS (US) LLP
Address Line 1:	275 BATTERY STREET, SUITE 2600
Address Line 4:	SAN FRANCISCO, CALIFORNIA 94111-3356
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	107382.00043
NAME OF SUBMITTER:	QUN LIU
SIGNATURE:	/Qun Liu/
DATE SIGNED:	06/30/2016
Total Attachments: 6	
source=107382_43NameChange_Doc1#page1.tif	
source=107382_43NameChange_Doc1#page2.tif	
source=107382_43NameChange_Doc1#page3.tif	
source=107382_43NameChange_Doc1#page4.tif	
source=107382_43NameChange_Doc1#page5.tif	
source=107382_43NameChange_Doc2_SwornDeclarationandDecree#page1.tif	

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Décret n° 2014-1038 du 11 septembre 2014
portant création de l'université de Montpellier

NOR : MENS1417767D

Publics concernés : usagers et personnels des universités Montpellier-I et Montpellier-II.

Objet : création d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dénommé « université de Montpellier ».

Entrée en vigueur : le nouvel établissement se substituera aux deux universités préexistantes à compter du 1^{er} janvier 2015. Les dispositions transitoires nécessaires, notamment, à la constitution des organes de gouvernance du nouvel établissement entrent en vigueur le lendemain de la publication du présent décret.

Notice : le présent décret prévoit que l'université de Montpellier assure l'ensemble des activités exercées par les universités Montpellier-I et Montpellier-II qu'elle regroupe. Les dispositions transitoires du décret prévoient les modalités d'adoption des statuts et du budget de l'université de Montpellier et de gouvernance de l'établissement. Les biens, droits et obligations et les contrats des personnels des deux universités montpelliéraines sont transférés à l'université de Montpellier. De même, les fonctionnaires précédemment affectés dans ces établissements sont affectés à l'université de Montpellier. Enfin, les étudiants inscrits dans ces deux universités sont inscrits à l'université de Montpellier.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 718-6, D. 711-1 et D. 719-1 ;

Vu le décret n° 99-272 du 6 avril 1999 modifié relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu les avis des comités techniques des universités Montpellier-I et Montpellier-II ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 22 juillet 2014,

Vu les délibérations des conseils d'administration des universités Montpellier-I et Montpellier-II,

Décrète :

Art. 1^{er}. – L'université de Montpellier est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel constitué sous la forme d'une université au sens de l'article L. 711-2 du code de l'éducation. Elle est soumise aux dispositions du code de l'éducation et des textes pris pour son application.

Art. 2. – L'université de Montpellier assure l'ensemble des activités exercées par les universités Montpellier-I et Montpellier-II qu'elle regroupe.

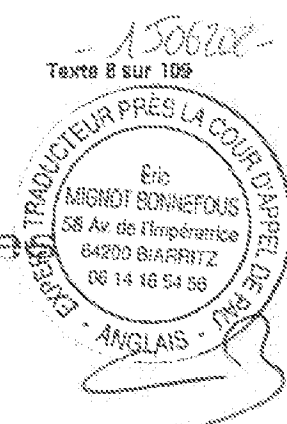
Les biens, droits et obligations, y compris les contrats des personnels, des universités Montpellier-I et Montpellier-II sont transférés à l'université de Montpellier.

Les fonctionnaires précédemment affectés dans ces établissements sont affectés à l'université de Montpellier.

Les étudiants inscrits dans les universités Montpellier-I et Montpellier-II sont inscrits à l'université de Montpellier.

Art. 3. – Il est institué au sein de l'université de Montpellier une assemblée constitutive provisoire constituée des membres des conseils d'administration respectifs des universités Montpellier-I et Montpellier-II. Les présidents en exercice des universités Montpellier-I et Montpellier-II sont membres de droit de l'assemblée constitutive provisoire avec voix délibérative.

Cette assemblée exerce, jusqu'à l'installation des organes de gouvernance prévus à l'article L. 712-1 du code de l'éducation, les compétences de ces organes.



Elle adopte, dans les conditions prévues à l'article L. 711-7 du code de l'éducation, les statuts de l'établissement, qui sont transmis au ministre chargé de l'enseignement supérieur, dans le délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Si les statuts de l'université de Montpellier ne sont pas adoptés dans ce délai, ils sont arrêtés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 4. – Jusqu'à l'élection du président de l'université de Montpellier dans les conditions prévues à l'article L. 712-2 du code de l'éducation, la présidence de l'établissement est assurée par un administrateur provisoire nommé par le recteur de l'académie de Montpellier, chancelier des universités. L'administrateur provisoire exerce les compétences attribuées au président d'université par le même article.

Il convoque et préside l'assemblée constitutive provisoire et organise avant le 31 décembre 2014 les élections aux différents conseils de l'établissement. Sont électeurs et éligibles, dans les conditions fixées par les articles D. 719-2 à D. 719-40 du code de l'éducation, les personnels et les usagers des universités Montpellier-I et Montpellier-II.

Art. 5. – Les conseils et les directeurs des composantes et des services communs des universités Montpellier-I et Montpellier-II demeurent en fonctions et continuent d'exercer leurs compétences jusqu'à l'installation des nouveaux conseils et la nomination ou l'élection des nouveaux directeurs des composantes et des services communs créés au sein de l'université de Montpellier.

Art. 6. – Les comptes financiers des universités Montpellier-I et Montpellier-II relatifs à l'exercice 2014 sont respectivement établis par les agents comptables en fonctions lors de la suppression de chaque université. Ils sont approuvés par le conseil d'administration de l'université de Montpellier.

L'assemblée constitutive provisoire adopte, pour l'année 2015, le budget de l'université de Montpellier préparé par l'administrateur provisoire.

Art. 7. – Pour la constitution du comité technique et de la commission paritaire d'établissement de l'université de Montpellier, sont électeurs et éligibles les personnels des universités Montpellier-I et Montpellier-II.

Jusqu'à l'installation du comité technique et de la commission paritaire d'établissement constitués conformément aux décrets du 15 février 2011 et du 6 avril 1999 susvisés, ces instances sont composées des représentants de l'établissement et du personnel des comités techniques et des commissions paritaires d'établissement respectives des universités Montpellier-I et Montpellier-II. L'administrateur provisoire convoque et préside ces instances.

Art. 8. – Le I de l'article D. 711-1 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Les mots : « 38° Montpellier-I ; » et « 39° Montpellier-II ; » sont supprimés ;

2° Après les mots : « 37° Mame-la-Vallée ; », sont insérés les mots : « 38° Montpellier ; ».

Art. 9. – Sont abrogés :

– le décret n° 69-1252 du 18 décembre 1969 relatif aux élections à l'assemblée constitutive provisoire de l'université Montpellier-I ;

– le décret n° 69-1253 du 18 décembre 1969 relatif aux élections à l'assemblée constitutive provisoire de l'université Montpellier-II.

Art. 10. – Les articles 2, 8 et 9 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 11. – La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des finances et des comptes publics, la secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche et le secrétaire d'Etat chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 11 septembre 2014.

Par le Premier ministre :

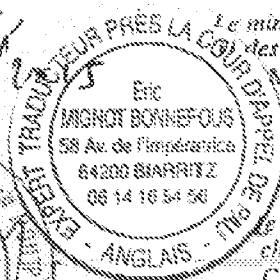
La ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
NAJAT VALLAUD-BELKACEM

La secrétaire d'Etat
chargée de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
GENEVIEVE FIORAIO

MANUEL VALLS

*Copie certifiée
conforme à l'original*

*Montpellier
le 18/06/2015*

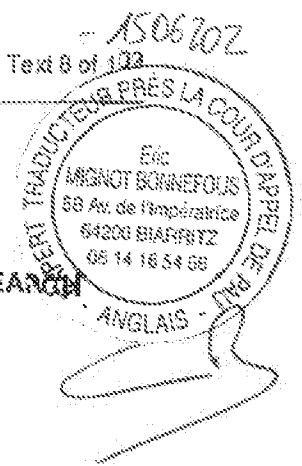


Le ministre des finances
et des comptes publics,
MICHEL SAPIN

Le secrétaire d'Etat
chargé du budget,
CHRISTIAN ECKERT

PATENT

REEL: 039222 FRAME: 0210



Decrees, orders, circulars

GENERAL TEXTS

MINISTRY OF NATIONAL EDUCATION, HIGHER EDUCATION AND RESEARCH

Decree n° 2014-1038 issued on the 11th September 2014
creating the University of Montpellier

STANDARD: MENS1417767D

Issued for the attention of: users and personnel of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II.

Purpose: creation of a public establishment of a scientific, cultural and professional nature, known as the 'Université de Montpellier'.

Effective date: the new establishment shall replace the two existing universities as from the 1st January 2015. The transitional provisions required, in particular, for the constitution of the new establishment's governing bodies shall come into effect the day after publication of the present decree.

Notice: under the terms of the present decree, the University of Montpellier shall proceed with all the activities currently carried out by the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II, which it is combining. The transitional provisions contained in the decree lay down the procedures for adoption of the statutes and the budget of the University of Montpellier and for the governance process of the establishment. The assets, entitlements and obligations, and the contracts of the personnel of the two universities in Montpellier shall be transferred to the University of Montpellier. Likewise, the civil servants previously deployed in these establishments are now deployed to the University of Montpellier. Finally, the students enrolled in these two universities are now enrolled in the University of Montpellier.

References: the decree may be consulted at the Légifrance website (<http://legifrance.gouv.fr>).

The Prime Minister,

In response to a report produced by the Minister of National Education, Higher Education and Research,

In view of the provisions of the education code, and in particular of articles L 718-6, D 711-1 and D 719-1 thereof;

In view of decree n° 99-272 issued on the 6th April 1999 and subsequently amended, regarding the joint establishment commissions for the public establishments of higher education;

In view of decree n° 2011-184 issued on the 15th February 2011 and subsequently amended, regarding the technical committees in the State's public authorities and establishments;

In view of the reports produced by the technical committees of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II;

In view of the report produced by the National Council on Higher Education and Research dated 22nd July 2014;

In view of the deliberations of the senates of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II;

Decrees that:

Art. 1 - The University of Montpellier is a public establishment of a scientific, cultural and professional nature constituted in the form of a university as the term features in article L 711-2 of the education code. It is governed by the provisions of the education code and of the texts adopted for the implementation thereof.

Art. 2 - The University of Montpellier is proceeding with the activities currently carried out by the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II, which it is combining. The assets, entitlements and obligations, and the contracts of the personnel of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II are being transferred to the University of Montpellier.

The civil servants previously deployed in these establishments are now deployed to the University of Montpellier.

Signature of Eric Mignot Bonnefous, Minister of National Education, Higher Education and Research, with official stamp and date 11/09/2014.

The students enrolled in the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II are now enrolled in the University of Montpellier.

Art. 3 - Within the University of Montpellier, there is being instituted a provisional constitutive assembly constituted of the members of the respective senates of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II. The current presidents of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II are automatically members of the provisional constitutive assembly, with voting rights.

Until the governing bodies stipulated in article L 712-1 of the education code are installed, this assembly shall exercise the functions of these bodies.

The assembly shall adopt, under the conditions laid down in article L 711-7 of the education code, the statutes of the establishment, which shall be sent to the minister in charge of higher education, within three months of the publication of the present decree.

Unless the statutes of the University of Montpellier are adopted within this period, they shall be imposed by order of the minister in charge of higher education.

Art. 4 - Until a president is elected for the University of Montpellier under the conditions laid down in article L 712-2 of the education code, the role of president of the establishment shall be carried out by a provisional administrator appointed by the chief officer of the educational district of Montpellier, chancellor of universities. The provisional administrator shall exercise the functions attributed to the president of the university under the terms of the same article.

He or she shall convene and then chair the provisional constitutive assembly and shall before the 31st December 2014 organize elections to the various boards and committees of the establishment. The personnel and users of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II shall be the electors for, and shall be eligible to sit on, these bodies under the conditions laid down in articles D 719-2 to D 719-40 of the education code.

Art. 5 - The boards and committees and the directors of the component elements and the common services of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II shall remain in post and shall continue to exercise their respective functions until the new boards and committees and the new directors of the component elements and the common services created in the University of Montpellier, are installed and appointed or elected respectively.

Art. 6 - The financial accounts of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II for the business year 2014 shall be drawn up by the respective accountants in post when each university is closed. They shall be approved by the senate of the University of Montpellier.

The provisional constitutive assembly shall adopt, for the year 2015, the budget for the University of Montpellier prepared by the provisional administrator.

Art. 7 - With regard to the constitution of the technical committee and the joint establishment commission for the University of Montpellier, the personnel of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II shall be the electors for, and shall be eligible to sit on, these bodies.

Until the installation of the technical committee and the joint establishment commission constituted in accordance with the decrees issued on the 15th February 2011 and on the 6th April 1999 referred to above, these bodies shall be composed of representatives of the establishment and of the members of the respective technical committees and the joint establishment commissions of the Universities of Montpellier-I and Montpellier-II. The provisional administrator shall convene and then chair these bodies.

Art. 8 - Section I of article D 711-1 of the education code is to be amended as follows:

- 1 The words ' 38^e Montpellier-I,' and ' 39^e Montpellier-II,' are deleted;
- 2 After the words ' 37^e Marne-la-Vallée,' are inserted the words ' 38^e Montpellier,'

Art. 9 - The following decrees are to be abrogated:

- decree n° 69-1252 issued on the 18th December 1969 regarding elections to the provisional constitutive assembly of the University of Montpellier-I;
- decree n° 69-1253 issued on the 18th December 1969 regarding elections to the provisional constitutive assembly of the University of Montpellier-II.



Art. 10 - Articles 2, 8 and 9 shall come into effect on the 1st January 2015.

Art. 11 - The Minister of National Education, Higher Education and Research, the Minister of Public Finance and Accounts, the Secretary of State for Higher Education and Research, and the Secretary of State for the Budget are each tasked with implementing the present decree, which shall be published in the Journal Officiel of the French Republic.

Issued on the 11th September 2014

By the Prime Minister

*Minister of National Education,
Higher Education and Research*
NAJAT VALLAUD-BELKACEM

*Handwritten:
Certified True Copy
MONTPELLIER,
18.06.2015*

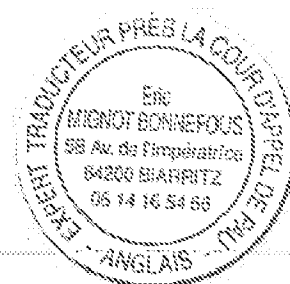
MANUEL VALLS

*Minister of Public
Finance and Accounts*
MICHEL SAPIN

*Secretary of State for Higher
Education and Research*
GENEVIÈVE FIORASO

*Stamp:
Maître François GRANIER
Notary in Partnership
MONTPELLIER
COURT OF APPEAL
(signature)*

*Secretary of State
for the Budget*
CHRISTIAN ECKERT



ATTESTATION / SWORN DECLARATION

Je soussigné, M. François PIERROT, agissant en qualité de Vice-Président délégué à la Valorisation et aux partenariats industriels, au nom et pour le compte de l'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, atteste par la présentes que, par Décret n°2014-1038 du 11 septembre 2014, portant création de l'Université de Montpellier, publié au Journal officiel de la République française du 13 septembre 2014, L'Université de Montpellier II Sciences et Techniques ayant son siège au 2 Place Eugène Bataillon F-34095 Montpellier cedex 5, qui est également officiellement désignée Université Montpellier II a fusionné avec l'Université Montpellier I ayant son siège à 5 Boulevard Henri IV F-34967 Montpellier cedex 2, France, avec effet au 1er janvier 2015, pour créer un nouvel établissement public, dénommé Université de Montpellier, entraînant ainsi un transfert des biens, droits et obligations, y compris les brevets et demandes de brevet, de l'Université Montpellier II- Université Montpellier II Sciences et Techniques au profit de l'Université de Montpellier, établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, ayant son siège social au 163 rue Auguste Broussonnet, 34090 Montpellier, France.

I, Mr François PIERROT, acting as Vice-president responsible for developing patents and industry partnerships on behalf of the UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, hereby declare with the Decree n° 2014-1038 of September 11, 2014 for the establishment of the Université de Montpellier, published in the Official Journals of the French Republic on September 13, 2014, that Université Montpellier II Sciences et Techniques with registered address at 2 Place Eugène Bataillon F-34095 Montpellier cedex 5, France which is also officially named as Université Montpellier II, merged with Université Montpellier I with registered address at 5 Boulevard Henri IV F-34967 Montpellier cedex 2, France, with effect from January 1st, 2015 to establish a new public institution officially named Université de Montpellier; therefore the property, rights and obligations including patents and patents applications of Université Montpellier II - Université Montpellier II Sciences et Techniques are transferred to Université de Montpellier, a public institution of a scientific, cultural and professional nature having registered address at 163 rue Auguste Broussonnet, 34090 Montpellier, France.

En lieu et place / place and date: Montpellier, 12/06/2015

Nom/name: Mr. François PIERROT
Titre/Position: Vice-président

"Le Notaire soussigné certifie sincère et véritable la signature de M. François PIERROT
apposée ci-dessous"

